

**Groupe des Unités Départementales
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Unité départementale de la Haute-Vienne – UD 23
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Guéret, le 18 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUPRE Assainissement SARL

Saint-Vaury

Références : 2025-11-18 UID232025-086r georisques
Code AIOT : 0006000464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement DUPRE Assainissement SARL implanté La Jarrige 23320 Saint-Vaury. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUPRE Assainissement SARL
- La Jarrige 23320 Saint-Vaury
- Code AIOT : 0006000464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose de différents actes administratifs dont les suivants :

- arrêté préfectoral n°98-1052 du 3 juillet 1998 autorisant l'exploitant d'une installation de transit de déchets spéciaux, modifié par arrêté préfectoral complémentaire le 13 février 2013 (mise à jour du tableau de classement) ;
- preuve de dépôt de la déclaration le 5 juin 2019 pour l'exploitation d'une installation de traitement de déchets non dangereux.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 décembre 2023 a été formalisé suite à plusieurs non-conformités récurrentes.

Ces documents ont servi de référentiels principaux pour l'inspection du 24 octobre 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 7.4.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
3	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 2.5 de l'annexe I	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 3.4 de l'annexe I	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de secours	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 4.2 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des demandes sont formulées auprès de l'exploitant. Elles ont trait à différents sujets, notamment la gestion des déchets présents sur le site. Il est proposé à Mme La Préfète la signature d'un arrêté préfectoral de mise en demeure de respect de prescriptions applicables à la société.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 7.4.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitant organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.
Constats : Dans ce cadre, suite à l'arrêt de l'unité de déshydratation, il y a lieu d'évacuer et de faire éliminer sans délai : <ul style="list-style-type: none"> - le contenant de la benne de boues liquides (environ 30 m3) en amont de l'unité, - le volume contenu dans le bassin de boues liquides en haut du site, - le contenu de la fosse enterrée située derrière l'unité de déshydratation. Les déchets correspondants doivent être traités dans des installations adaptées et autorisées. Les justificatifs d'élimination seront à fournir à l'Inspection dès leur mise à disposition.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 4.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Extincteurs contrôlés par la société Fournier en janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 2.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.
Constats : Le portail d'entrée doit être maintenu fermé en l'absence de personnel sur le site (constaté ouvert le 8 octobre dernier). Par ailleurs, les 2 trous d'homme de la fosse enterrée étaient ouverts. Il y a lieu de fermer celle-ci en remplaçant les couvercles sans délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 jour

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 3.4 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de produits dangereux ou de déchets et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Il y a lieu d'évacuer et de faire éliminer les déchets suivants dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">- boues solides contenant dans une benne, issues de l'unité de déshydratation,- boues solides stockées sur les plateformes en béton, derrière l'unité de déshydratation.- déchets plastiques en mélange près de l'atelier. Les déchets correspondants doivent être traités dans des installations adaptées et autorisées. Les justificatifs d'élimination seront à fournir à l'Inspection dès leur mise à disposition.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois